**ARRETE PORTANT NOMINATION**

**PAR INTEGRATION DIRECTE**

**DE M ...............................................................**

**GRADE ................................................................**

Le Maire (ou le Président),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu le décret n° du portant statut particulier du cadre d'emplois des………..,

Vu la demande de l'agent en date du ……………………….,

Vu l'accord de ………………………. (autorité de l'administration d'origine), acceptant l'intégration directe de M à compter du

Vu la déclaration de vacance de l'emploi n°………… effectuée auprès du Centre de Gestion,

Considérant la dernière situation de l'agent dans son administration d'origine : (grade), (échelon) depuis le

**ARRETE**

**ARTICLE 1** :

M .................est nommé (e) titulaire par intégration directe au grade de ………………………………………………… en qualité de …………............, à compter du...............

**ARTICLE 2** :

M ..............................................est classé (e) au ...................échelon, Indice Brut ….. Indice Majoré ….. avec une ancienneté de ……..

**ARTICLE 3** :

M............................................... est soumis(e) :

au régime général de la Sécurité Sociale et est affilié(e) à l'IRCANTEC (moins de 28h00 hebdomadaires)

OU

au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la C.N.R.A.CL (28h00 hebdomadaires et plus)

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera :

- notifié à l’agent,

- transmis au comptable de la collectivité,

- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère

exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

- Le tribunal administratif peut être saisi par l’application

informatique « Télérecours citoyens » accessible par le

site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le : ....................

Signature de l’agent :